



Droit à l'énergie

**Contre le projet de démantèlement d'EDF,
Nous appelons à la mobilisation dans
l'unité la plus large !**

Le gouvernement, en accord avec la direction d'EDF et la Commission européenne, prépare activement le démantèlement d'EDF - nommé projet « Hercule » - susceptible d'être adopté par voie d'ordonnance (sans débat ni possibilité d'amendement pour les parlementaires), sous la forme d'un article de la future loi issue de la convention citoyenne sur le climat

Quelle forme prendrait ce démantèlement d'EDF ?

Il est envisagé de démanteler EDF en 3 entités :

- EDF « *Bleu* » qui resterait public avec toute la filière nucléaire. •

- EDF « *Vert* » ouvert aux marchés pour la distribution (*Enedis*) et tout ce qui concerne les énergies renouvelables (*aujourd'hui, c'est là que se trouve la rentabilité d'EDF avec 6,5 Mds € d'excédent qui permet l'autofinancement du groupe*).

- Enfin EDF « *Azur* » ouvert aux marchés par 150 contrats de concession des barrages hydroélectriques qui ont déjà été entièrement financés par les contribuables français.

Quelles conséquences pour les usagers et les salariés d'EDF ?

Ce projet « *Hercule* » a été élaboré par des banques d'affaires, à la demande de la direction d'EDF, en vue de satisfaire aux préconisations de la Commission de Bruxelles en matière d'ouverture à la concurrence et de démantèlement des services publics. Il n'a trouvé grâce auprès d'aucune association de consommateurs pas plus qu'aucune ONG environnementale.

Ce projet ne vise absolument pas à améliorer le service rendu aux usagers ou à contenir la hausse des prix de l'énergie. Il est uniquement destiné à satisfaire des intérêts privés sans aucune considération d'intérêt général. Pour accroître la rentabilité de leurs investissements, les actionnaires privés chercheront inévitablement à maximiser leurs profits au détriment des usagers et des salariés :

- en augmentant les tarifs,
- en rognant sur la qualité de service,
- et en remettant en cause le niveau de l'emploi et les garanties collectives du personnel.

Quelles sont les autres menaces en cas de démantèlement ?

Non seulement les tarifs augmenteraient significativement mais ils pourraient également être différents dans chacune des nouvelles sociétés privées (*ce serait la fin du tarif unique au niveau national possible aujourd'hui avec la « péréquation tarifaire » mise en œuvre par EDF et donc la fin de l'égalité de traitement des ménages dont les ruraux seront vraisemblablement les premières victimes*)

Les impératifs du service public (*fourniture d'électricité 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 en tous points du territoire quelque soient les aléas climatiques*) ne pourraient être plus garantis après le découpage d'EDF en de multiples sociétés indépendantes les unes des autres.

Enfin, les sociétés privées nées du « saucissonnage » d'EDF réduiront inévitablement leurs investissements que nécessitera, dans les décennies à venir, la transition écologique. Cela portera également atteinte à l'entretien, à la maintenance, à la sécurité et à l'indépendance énergétique puisque la France devra accroître ses importations.

Tous les usagers sont concernés par ce projet. Et tous les usagers et toutes les organisations disent non à ce projet !

Une seule réponse possible : la mobilisation dans l'unité la plus large !

Seul le rassemblement de l'ensemble des forces associatives, syndicales et politiques attachées au maintien et au développement du service public de l'énergie sera en mesure de garantir :

Le droit à l'énergie, à un coût accessible et identique en tous points du territoire droit fondamental et essentiel, notamment, pour les ménages les plus précaires et les territoires les plus fragilisés.

Le développement de la recherche et la mise en œuvre à la hauteur des besoins de l'énergie durable, pilotable et respectueuse de l'environnement et des enjeux du réchauffement climatique.

Aussi, nous appelons l'ensemble des usagers, les personnalités, les organisations intéressées à nous joindre sans délai en vue d'organiser, sur l'ensemble du territoire, un collectif national apte à susciter des initiatives visant non seulement à sauvegarder mais également à promouvoir le service public de l'énergie, notamment dans le cadre de l'indispensable transition énergétique au regard des enjeux liés au changement climatique.